Collège Roger Quilliot, Conseil d'Administration du 27/06/2023

Vœu / Motion

Nous, représentant-es des personnels d'enseignement et d'éducation du collège Roger Quilliot, dénonçons la mise en place du pacte, destiné à pallier les défaillances de l'Etat en matière de remplacement.

Nous dénonçons le discours mensonger du président de la République : toutes les absences ne seront pas systématiquement remplacées à la rentrée grâce au pacte. C'est un leurre pour les parents d'élèves et l'opinion publique qui traduit une grande méconnaissance de nos établissements et de la charge de travail actuelle des enseignant-es - notre temps de travail actuel dépasse déjà majoritairement les 43 heures hebdomadaires selon les propres données du ministère, et un profond mépris pour la dimension pédagogique de nos métiers : comme si un remplacement pouvait s'improviser au pied levé.

Ce n'est en rien, non plus, une revalorisation pour les enseignant-es. Nous avons perdu plus de 20% de pouvoir d'achat sur les 20 dernières années et ce qui nous est proposé, en lieu et place d'un rattrapage salarial, c'est de travailler plus !

Par ailleurs, ce pacte va aggraver les inégalités salariales entre les hommes et les femmes. Les chiffres sont éloquents : les hommes prennent plus d'HSA et d'IMP et sont mieux rémunérés, parfois pour la même mission. Et face à ces inégalités bien réelles, alimentées par les primes et les missions supplémentaires, quelle est la réponse du ministère ? Mettre en place un pacte qui renforce l'usage des primes et des missions supplémentaires !

Le pacte va également désorganiser les établissements et mettre en péril certains dispositifs et certaines missions existantes. Il vise à mettre en place des réformes qui donnent à l'école une orientation contraire à ses missions , notamment par la seule perspective d'adaptation des élèves au monde du travail, dont le symbole est la réforme du lycée professionnel appuyée par le pacte LP. L'école publique et laïque, a une mission émancipatrice bien plus ambitieuse avec un accès à une culture commune pour toutes et tous.

Pour toutes ces raisons, nous, représentant-es des personnels d'enseignement et d'éducation du collège Roger Quilliot, demandons :

- l'abandon du pacte,

- l'augmentation inconditionnelle de nos salaires et de ceux de tous les personnels Education Nationale à la hauteur des pertes subies,

- l'embauche de titulaires remplaçants en nombre suffisant pour palier à l'absence des professeurs,

- et l'embauche d'AED en nombre suffisant pour leur permettre de mener à bien leurs missions éducatives auprès des élèves, notamment dans le cadre des heures de permanence.